

Des guérillas dégénérées, ici et maintenant...

"Conférence organisée par la "Littteraturnaia Gazeta", Moscou, mars 1996

François Haut

Maître de Conférences des Facultés de Droit

Chargé de Mission au Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Recherche

Conseiller scientifique de l'Institut de Criminologie de Paris

Le terrorisme est basiquement une méthode mais parfois des groupes politiques on fait de cette méthode l'essentiel de leur action.

Même si son actualité est vivante et son évolution constante, le climat international a changé et ce qui a pu être considéré comme politique autrefois devient maintenant hybride. La recherche de moyens conduit de nombreuses organisations à engendrer une nouvelle forme de criminalité qui mêle le fond - le crime sous tous ses aspects - et la forme - la méthode terroriste. C'est cette dégénérescence que je vais évoquer .

Nous constatons aujourd'hui l'émergence d'une cause majeure de conflits, d'affrontements, plutôt, pour les années à venir.

Certains, il est vrai, considéreront, dans une perspective réductrice, que ce ne sont que des microconflits, des conflits à base intensité, de deuxième zone, qui n'appellent guère de réflexion stratégique. Ce sont sans doute ceux-là aussi qui avaient baptisé "petite délinquance", de manière quelque peu méprisante, ces atteintes qui font aujourd'hui notre quotidien inavouable, ces viols de notre vie privée si fréquents qu'on préfère souvent les oublier.

Dans le phénomène de mutation des guérillas "politiques", réside un risque majeur, un risque qui, à la manière de cette "petite délinquance", va concerner rapidement chacun d'entre nous, si ce n'est déjà le cas, et dont chacun porte la responsabilité. Car il faut, **ici et maintenant**, simplement - c'est un euphémisme - en prendre conscience, c'est à dire savoir que le risque est là, que ça n'arrive pas qu'aux autres ou chez les autres. C'est un préalable indispensable et déjà un progrès considérable.

Des guérillas, il n'y en n'a pas qu'en Asie ou en Amérique latine; nous en avons connu en France et en Europe, nous en subissons encore, de diverses natures. Certaines ont disparu, comme une conséquence conjuguée de l'effondrement

idéologique de leurs assises et de la lutte qui était menée contre elles et je pense à la Fraction armée Rouge, Action Directe ou aux Brigades Rouges. Mais d'autres se transforment, mutent, dégénèrent. Et cela n'arrive pas qu'aux autres. On ne saurait donc trop se réjouir qu'une prise de conscience s'effectue aujourd'hui.

- Commençons par la France. On évoquera deux questions : un phénomène dégénéré d'origine française, la décomposition du nationalisme corse et un autre d'origine étrangère à travers le rôle du PKK¹ dans les banlieues de nos villes.

- Même si c'est une île de violence depuis l'antiquité, les années 1994 et 1995 auront été, en Corse, particulièrement fournies en morts brutales, environ 70, et déjà une douzaine depuis le début de l'année 1996. Le FLNC, à l'image du FLN algérien dont il est une copie en forme d'hommage, est d'abord un mouvement politico militaire de lutte armée contre la présence "coloniale" française. L'action terroriste fait donc partie de sa méthodologie, attentats ou homicides, reposant sur des objectifs clairs, telle l'indépendance. Mais s'il a longtemps représenté le symbole de cette lutte nationaliste, il n'en n'a pas gardé l'exclusivité. Dès la fin de 1990, le FLNC éclate du fait de dissensions à la fois idéologiques, stratégiques et tactiques entre des groupes (canal "habituel" et canal "historique", ANC² et son pendant clandestin *Resistenza*, MPA³) qui se livrent une guerre fratricide.

Parallèlement, pour entretenir des groupes paramilitaires, on commence à prélever un "impôt révolutionnaire", méthode qui a fait ses preuves, mais que peu de choses différencient clairement du racket. Qu'on le veuille ou non, c'est le début de la dérive mafieuse car l'appât du gain était rapidement en concurrence avec l'idéal. Cette gangstérisation est dénoncée par des corses dès 1990, tel Pierre Poggioli, le leader de l'ANC, qui a une réputation d'intégrité. Depuis, on ne peut que constater l'aggravation de cette tendance, derrière la complexité des diverses factions, clans ou organisations.

Et quand l'équivalent d'un régiment entier, ± 500 hommes en armes, se réunit pour "saluer" la visite du Ministre de l'Intérieur sur l'île c'est une démonstration de force autant qu'un message politique. Si les armes montrées sont sophistiquées, révélant des moyens considérables et une puissance de feu réelle, la réponse du Gouvernement, quelque temps après est de proposer la création d'une "zone franche"

¹ : *Partiya Karkaren Kurdistan (Parti des travailleurs du Kurdistan)*.

² : *Accolta Naziunale Corsa de Pierre Poggioli*

³ : Mouvement pour l'autodétermination, d'Alain Orsoni

dont les conséquences seront de livrer la Corse aux pouvoirs mafieux et aux carnages de la concurrence criminelle sauvage.

Aujourd'hui, on a l'impression que tous les aspects de la vie corse évoluent à ce rythme et que le nationalisme n'est même plus une façade. On assiste en fait à des règlements de compte entre des bandes rivales qui ont mis la région en coupe réglée, à des fins exclusives de profits dont l'origine n'a aucune importance : on va de l'immobilier aux armes, en passant par toutes les formes possibles de trafic.

Derrière cela, on trouve évidemment, les stupéfiants, en relation avec la grande criminalité internationale. Par exemple, au mois d'août dernier, une action conjointe des polices française et italienne permettait d'arrêter à Porto Vecchio, où il vivait sous une fausse identité, un mafieux italien, Manlio Vitale, recherché pour trafic de drogue et d'armes. Il est considéré comme le numéro deux de la "Banda de la Magliana", une organisation criminelle liée à la Mafia sicilienne. Malgré l'emplacement de sa résidence, rien ne laissait supposer qu'elle n'était réservée qu'à des vacances.

Toute cette violence se fait, bien sur, au détriment d'habitants qui sont les victimes quotidiennes de ce terrorisme, physiquement, moralement et financièrement.

- L'autre exemple qu'on a choisi met en scène un groupe extérieur à la France, qui n'y a pas ses activités les plus violentes, mais qui utilise notre territoire à la fois comme une base arrière, dans la diaspora kurde, de 60 à 100 000 personnes et comme une source d'enrichissement, surtout par le trafic de drogue. Il s'agit du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK.

On ne reviendra pas sur ses 21 ans d'existence, mais on soulignera ses traits importants : pour celui qui est à sa tête, Abdallah Ocalan, il s'agit à terme de fonder un État Kurde marxiste léniniste. Il est clair que la référence idéologique forte (avec le culte du chef, une forte ressemblance avec le "Sentier Lumineux" du Pérou), est sérieusement ébranlée avec l'échec du communisme, même si la référence est maoïste. Perte de repères, donc, malgré une stratégie d'alliance régionale. Mais il est toujours terroriste. Si quelqu'un devait douter de ce caractère, je vous rapporterai simplement les informations de ce matin (12/3/96). Sur la chaîne "Euronews", à 8h, M. Ocalan appelait à une campagne d'attentats contre les stations balnéaires turques, cet été. Il ne lançait pas une offensive de "reconquête" frappant l'armée, par exemple, mais les lieux où des familles peuvent légitimement espérer le calme. Viser des civils, des femmes et des enfants, voilà qui révèle sa vraie nature.

Pour le PKK, l'Europe fait partie de son déploiement stratégique et même si l'Allemagne est plus touchée que la France, il entretient chez nous tout un panel d'activités. Celle qui représente sans doute pour nous la menace la plus immédiate est son implication dans le narcotrafic, avec la conséquence directe de transformer certains de nos quartiers de banlieue en véritables supermarchés de la drogue ⁴.

On peut l'affirmer aujourd'hui, le PKK pratique le trafic de stupéfiants. L'accusation est certes grave et les dirigeants du Parti la nient avec énergie, n'hésitant pas à l'intimidation violente pour interdire aux médias européens d'aborder ce sujet.

Selon Interpol, il y a eu en Europe 42,5 tonnes d'héroïne saisies entre 1984 et 1993; 14,5 tonnes provenaient de ressortissants turcs, soit 34%. En 1994, 2/3 de l'héroïne saisie au premier semestre par les policiers allemands provenaient des filières turco-kurdes.

Le bureau turc d'Interpol rassemble tous les dossiers impliquant ses ressortissants. Selon lui, de 1983 à 1993, 503 citoyens turcs, militants révolutionnaires ou séparatistes ont été impliqués dans un trafic de stupéfiants.

Voilà qui peut, au moins en partie, expliquer, que le NCIS⁵ britannique ait estimé en 1993 à environ 430 millions de Francs le budget annuel du PKK avec une part attribuée au narcotrafic estimée à 190 millions, soit 44% du total. De son côté, la police allemande évalue à 600 millions de Francs le produit du trafic d'héroïne réalisé par les clans turco-kurdes, "politiques" et voyous confondus.

Pour ce qui est du trafic d'héroïne du PKK :

- il se fait à partir de contacts, eux aussi "politico criminels", entretenus par les séparatistes kurdes avec des clans chi'ites de la vallée de la Bekaa, ou des tribus insurgées du Balouchistan iranien ou pakistanais. En la matière, ce sont les éléments du PKK implantés en Iran qui jouent un rôle central;

- vers la Syrie et le Liban, ce trafic prend la forme d'un troc triangulaire : des voitures de luxe sont volées en Europe, échangées au Proche-Orient contre de l'héroïne, elle-même transformée en espèces ou en armes, selon les besoins. Un même processus impliquant le PKK se déroule également aux confins de la Turquie, du Nakhitchévan et de l'Iran;

⁴: Pour ce qui est du lien entre le PKK et le narcotrafic en général, cf. le document distribué.

⁵ : National Criminal Intelligence Service

- en Turquie même, sans doute par prudence, la circulation des stupéfiants, la gestion des laboratoires de production d'héroïne et le transport des produits précurseurs ⁶ implique plus souvent les réseaux logistiques du PKK ⁷ que les guérilleros directement impliqués dans la lutte armée.

Et en Europe, cette héroïne se répand de manière de plus en plus large à travers des réseaux de revente corollaires des zones grises urbaines.

Pour ce qui est de nos villes, la conséquence de la présence de cette drogue apportée par le PKK est déterminante. Car, même s'il n'est pas le pourvoyeur exclusif, il en fournit une part très importante. On a pu estimer que pour la région parisienne, son trafic représentait environ 80% de l'héroïne. Il participe de la sorte très largement au phénomène de repli, culturel et économique, de ces zones; il contribue donc à l'appauvrissement du plus grand nombre et à l'enrichissement des minorités violentes. Même si la distribution finale se fait par des bandes locales, à l'intérieur de quartiers opaques, le PKK est en amont un facteur de déstabilisation; il représente donc une menace immédiate et tangible pour l'équilibre de notre société

- Ensuite, l'Irlande du Nord. Proche de la France, le cas le plus surprenant est peut-être celui de l'Irlande du Nord : après des décennies de guerre civile, la première année de cessez-le-feu y a vu en la drogue la principale cause de violence dans un processus de dégénérescence.

Pourtant, pendant des années, l'Ulster avait su se protéger presque totalement de la drogue - contrairement à la République d'Irlande - et l'IRA, notamment, s'était montrée intransigeante. Tout catholique soupçonné ou convaincu de s'en approcher, revendeur ou consommateur, était vigoureusement admonesté, puis, éventuellement mutilé ⁸, voire exécuté. Ce fut même le cas d'un groupe entier de dissidents, passé de son marxisme originel au trafic de stupéfiants, l'IPLO ⁹, en 1992. Résultat du "nettoyage" : un mort, dix blessés en une nuit et disparition de l'organisation.

Mais aujourd'hui, les "chômeurs" des différents mouvements se reconvertissent rapidement : 1994 voit se multiplier les quantités de narcotiques saisis dans des proportions considérables (plus 30 millions de £) et plus de 1 000 personnes sont arrêtées.

⁶: comme l'anhydride acétique.

⁷: "Planques", assistance aux blessés, approvisionnement, recueil de l'"impôt révolutionnaire", etc.

⁸: Généralement par un knee-capping, qui consiste à tirer une balle dans la rotule.

⁹: Irish People's Liberation Organisation.

En 1995, les quatre premiers mois de l'année ont vu plus de saisies d'ecstasy que dans toute l'année 1994. Et s'il est vrai que l'essentiel des drogues consommées en Irlande du Nord sont plutôt le cannabis, les amphétamines, le LSD et l'ecstasy, les responsables de la Police estiment que les côtes du pays sont en train de devenir une "porte d'entrée" de l'Europe occidentale, discrète, mais de plus en plus prisée pour les produits plus durs.

Il ne faut pas, non plus, considérer que le niveau de revenu de l'Ulster, très faible, soit une quelconque protection contre cette invasion. Il y aura toujours un produit "d'appel" qui conduira au passage à l'acte, voire une manoeuvre de marketing du type "crack"¹⁰.

Source de violence, la drogue l'est ici doublement : si la discipline s'est relâchée, il reste néanmoins des éléments durs et dans la tradition. D'ailleurs, deux trafiquants notoires ont été abattus en 1995, en février à l'ouest du pays et fin avril, à Belfast.

Dans ce dernier cas, il s'agissait d'un dénommé Mickey "Moneyback" Mooney. Ce qui est intéressant, en l'occurrence, c'est qu'il ne s'agissait pas d'un banal règlement de comptes; l'opération avait été menée de manière professionnelle et tous les observateurs avertis y ont vu la marque incontestable de l'IRA¹¹. Mais, on notera également qu'aucune des parties concernées ne s'est élevée pour crier à la violation du cessez-le-feu.

Avec la reprise de la lutte armée en Grande-Bretagne, on ne peut préjuger la précipitation de la dégénérescence qui a commencé en Ulster. Si elle en représente pas uniquement un argument de négociation, on peut imaginer une reprise en main de ses troupes par l'IRA, dans un contexte où il y aurait moins de "chômeurs". Mais l'appât du gain et la vie "facile" attireront certainement quelques initiatives individuelles de personnels entraînés.

Mais, si les catholiques semblent encore enclins à rester intransigeants, les groupes paramilitaires protestants ont plus rapidement été tentés par la drogue. C'est en tous cas ce que dénoncent des hommes politiques du PUP¹² ou de l'UDA, Billy Hutchinson ou Gary Mc Michael, en demandant d'exclure les trafiquants notoires de

10: En bref, les Colombiens ont fait créer le "crack" par leurs chimistes pour le substituer à la cocaïne, trop chère pour le plus grand nombre et écouler ainsi leur production à travers des quartiers-supermarchés, comme à Los Angeles.

11: Alors même que le Sinn Fein en niait la participation.

12: Progressive Unionist Part

leurs instances. Mais il semble cependant que les intérêts en jeu soient devenus trop importants pour que le processus puisse effectivement être arrêté. Comme on le voit, malgré des apparences tenaces, en Ulster aussi, la nature a horreur du vide.

- Au début de ce propos, vous m'avez entendu dire que nous étions tous concernés, voire responsables. Cela appelle des explications. Le terrorisme cherche par des actions physiques et psychologiques, à changer le comportement d'un État, à l'obliger à agir dans un sens autre que celui qu'il souhaite initialement, par rapport à un problème donné.

Il a pu s'agir pour tel groupe de chercher à prendre le pouvoir et de dissimuler ses activités violentes derrière la façade de respectabilité que procure le label de politique ou d'idéologique, en mettant en avant la noblesse de la "cause".

Cette mécanique disparaît avec la chute du mur de Berlin et la fin des blocs, voire grâce à un processus diplomatique, comme en Irlande du Nord : il n'y a plus de raison de soutenir telle ou telle cause par esprit de principe. La recherche du pouvoir n'apparaît plus que comme une finalité en soi, qui ne se trouve plus sous-tendue par un choix idéologique ou une réalité concrète.

On en arrive alors à la dégénérescence de ces mouvements de guérilla, privés de leurs soutiens, qui sont obligés de survivre en autosuffisance en devenant hybrides. Cette métamorphose les conduit naturellement à l'utilisation de méthodes criminelles pour trouver leur aliment indispensable, l'argent. Et ce qui présente, évidemment, le meilleur rapport qualité-prix est le trafic des stupéfiants. Autosuffisante, la guérilla en question peut continuer ses activités subversives, avec les objectifs de son activité initiale, continuer aussi par habitude, dans un instinct de survie, parce qu'elle ne peut pas se réadapter, plus rarement, continuer d'exister dans une fin exclusive d'enrichissement en utilisant la technique acquise durant les années de lutte politique.

Les manifestations de cette dégénérescence représentent un danger beaucoup plus grand pour nos démocraties que le "terrorisme" des années 80. Pourquoi ? Essentiellement du fait du changement de cible, plus exactement de son élargissement. De l'Etat, même si le registre des actions va de l'assassinat au terrorisme de masse, on arrive à la totalité de la société. La cible devient potentiellement la société tout entière, chaque individu, dans un registre pernicieux. En résumé, si guérillas et terrorisme frappent au hasard, ponctuellement, lorsqu'il y a

dégénérescence, chacun est concerné, tout le temps. Quant aux méthodes, on garde les mêmes en y ajoutant d'autres, de toutes natures.

Si nos banlieues aujourd'hui deviennent des supermarchés de la drogue, avec toutes les conséquences qu'on a vues, c'est largement l'effet de la recherche d'argent par des guérillas dégénérées. C'est un phénomène qui tend à s'étendre à d'autres quartiers, à utiliser d'autres méthodes. On commence à constater, en France, de plus en plus d'affrontements entre groupes rivaux, à voir de plus en plus l'utilisation d'armes à feu; même des pistolets-mitrailleurs, comme à La Courneuve, à la fin du mois de septembre 1995. On voit, comme me le disait récemment la mère de deux garçons de 18 et 19 ans, deux sociétés coexister dans les mêmes endroits, dont l'une, la société légale, ignore qu'il en existe une autre, plus qu'inquiétante. Cette mère de famille me disait stupéfaite, par exemple, selon ses fils qui avaient du mal à lui parler de cela, que pour parcourir, simplement, certaines rues de Paris, le seul moyen était de faire croire qu'on cherchait de la drogue. Il y a deux ans, ce n'était le cas que dans certaines banlieues. Elle me disait aussi que les trafics en tous genres qui avaient lieu au collège subissaient les conséquences du plan Vigipirate, mais simplement dans le sens où les délais étaient rallongés; on trouvait toujours tout. Et, si l'on devait sourire de cela, ce qui prenait aujourd'hui le plus de temps à obtenir, c'était les vélos. Double société, donc, là où nous ne soupçonnons rien : nous sommes bien tous concernés.

Dans ce cas, il faut admettre que nous sommes tous responsables, au moins potentiellement. Pourquoi ?

Cette mutation des guérillas en une criminalité à grande échelle se fait sous nos yeux, il suffit de regarder pour la constater; on ne peut pas l'ignorer. On ne peut pas ne pas savoir, ne pas vouloir savoir.

Mais, la cible s'élargissant, les motifs d'intervention s'accroissent aussi, de manière corollaire. Cette évolution est en train de se dessiner : on a encore la possibilité intellectuelle d'anticiper, d'organiser la lutte en dépassant les faits.

Il n'y a plus de raison de se réfugier derrière l'idéologie pour ne rien faire, ou pour faire des concessions. Pour reprendre l'exemple du PKK, rien ne justifie des états d'âme à son égard, en France aujourd'hui, d'autant moins qu'il existe des mouvements représentatifs des Kurdes qui ne considèrent pas que le narcotrafic fait partie de la lutte politique ni la violence dans les stations balnéaires turques. Rien ne

justifie la moindre bienveillance à l'égard d'un groupe qui là utilise tous les moyens de la terreur et ici nous inonde de drogue.

C'est la responsabilité de l'Etat de faire le droit et de le faire respecter, d'autant plus que le masque politique qui a pu abuser certains est tombé. Qui en effet pourrait encore avoir la moindre considération pour un "soldat" de l'IRA, les poches pleines d'héroïne ?

Quant à l'avenir du phénomène, et en deux mots, il y a actuellement des conflits mettant en jeu des guérillas sur tous les continents, la liste en est longue. Certaines sont encore dans leur phase première, d'autres ont commencé à dégénérer. Parmi d'autres, un exemple : les Khmer Rouges, sanguinaires au nom du respect de leur éthique démente, trafiquent aujourd'hui de l'héroïne et de la marijuana, mais aussi des rubis et des saphirs, entre le Cambodge et la Thaïlande, selon le gouvernement cambodgien. Il font "tout ce qui est possible pour de l'argent", déclarait un porte parole au début du mois d'octobre 1995.

Ces dizaines de conflits de par le monde vont à terme laisser des guérilleros, "chômeurs" à la reconversion difficile, sinon impossible et le problème de la survie sera toujours celui de l'argent. Et il est clair aussi que c'est là où il y en a le plus, c'est à dire dans les pays riches, qu'ils tenteront de venir le chercher... Surtout si on ne fait rien. F.H. ■